



Universidade de Brasília
Instituto de Relações Internacionais
Programa de Pós-Graduação em Relações Internacionais
XIX Curso de Especialização em Relações Internacionais

LE TERRORISME EN AFRIQUE: CAUSES ET PREMISSES DE SOLUTIONS

Lassané Tiendrébéogo

**Artigo apresentado como requisito parcial para obtenção
do título de Especialista em Relações Internacionais.**

Orientador: Prof. Dr. Pio Penna Filho

Brasília

2018

RESUMO

O tema do artigo final do curso de especialização em Relações Internacionais é « O terrorismo na África: causas e premissas de soluções ». O terrorismo é um fenômeno mundial hoje e a África não está imune a ele. Em geral para a maioria dos autores, o terrorismo consiste no uso do medo por minorias ou indivíduos para desestabilizar ou destruir uma ordem existente imperativa pela maioria. Mas na realidade, não existe nenhuma unanimidade na definição do terrorismo. As causas do terrorismo são numerosas. Pode-se citar a pobreza, o desemprego, a insegurança alimentar, as disparidades de desenvolvimento, o extremismo religioso, entre outros. A existência de vários grupos terroristas no continente africano, como Al Qaeda, Boko Haram e Al Shabab, tem um impacto negativo em seu desenvolvimento, sobretudo na redução da porcentagem de crianças com acesso à educação, a insegurança alimentar, o empobrecimento de vítimas e a perda dos recursos humanos. Para lutar contra o terrorismo, a Organização das Nações Unidas (ONU) terá que prover instrumentos adequados para a campanha internacional de luta contra o terrorismo. Outros meios de combate contra o terrorismo são a promoção do desenvolvimento sustentável e a campanha para uma real democracia.

Palavras-Chave: terrorismo; causas; impacto; meios de combate.

ABSTRACT

The theme of our final article of the course of specialization in International Relations is “The terrorism in Africa: causes and premises of solutions”. The terrorism is a world phenomenon today and from this point of view, Africa is concerned. Generally, and for the majority of the authors, terrorism consists in the use of fear by minorities or individuals to destabilize or destroy an existing order that has been imperative by the majority. But in reality, there is no unanimity in the definition of the terrorism. The causes of the terrorism are numerous. We can quote the poverty, the unemployment, the food insecurity, the disparities of development, the religious extremism and many others. In Africa, the existence of numerous groups terrorist as Al Qaida, Boko Haram and Al Shabab, has a negative impact on the development of the African continent, especially in the reduction of the percentage of children in full-time education, the food insecurity, the impoverishment of the victims and the loss of the human resources. To fight against terrorism, the United Nations Organization will have to supply the legal framework adequate to the international campaign of fight against terrorism. Others means of fight against terrorism are the promotion of the sustainable development and the fight for a real democracy.

Keywords: terrorism; causes; impact; means of fight.

DEDICACE

Je dédie ce travail à ma famille (parents, épouse et enfants) qui a été pour moi d'un grand réconfort moral, ce qui m'a permis de suivre cette formation de spécialisation en Relations Internationales.

REMERCIEMENTS

Mes sincères remerciements vont à l'endroit du corps professoral de l'Institut des Relations Internationales de l'Université Nationale de Brasilia (UNB) pour ce cours de spécialisation en Relations Internationales qui nous a été dispensé.

Au Professeur Pio Penna Filho qui m'a accompagné dans le cadre de la rédaction du présent article final, je lui dis particulièrement merci pour ses remarques et suggestions constructives, chose qui m'a permis d'améliorer le travail de fin d'études.

INTRODUCTION

Au lendemain des événements du 11 septembre 2001, on a beaucoup parlé du phénomène du terrorisme qui menace la paix et la sécurité internationales. En effet, si on compare la fréquence du mot « terrorisme » dans les moyens d'information durant les cinq années qui précèdent le 11 septembre 2001 et le flux du terme jusqu'à nos jours on sera non seulement surpris mais stupéfait. C'est comme si toute l'histoire de l'humanité a changé, et comme si ce phénomène n'a touché que les Etats-Unis d'Amérique.

Pour éradiquer le terrorisme, l'administration américaine déclara plutôt qu'il fallait bombarder l'Afghanistan. Une décision prise d'une façon aléatoire, et suivant l'humeur selon laquelle « soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec le terrorisme ». La « guerre au terrorisme » s'est élargie pour englober un autre pays arabo-musulman à savoir l'Irak. Cela a engendré des dizaines de milliers de morts, l'exode de la population, la destruction d'infrastructures et l'occupation de ce pays sous prétexte toujours de lutter contre le terrorisme.

La guerre au terrorisme s'est poursuivie ainsi avec l'élaboration de nombreuses conventions régionales et lois nationales, qui ont pour but la prévention, la suppression et la répression du terrorisme. Toutefois, la notion de terrorisme reste floue puis qu'il n'existe pas de définition unanimement ou généralement acceptée.

Mais, quel est le bilan de cette guerre ? Un homme de terrain comme Hans Blix, l'ex chef des inspecteurs de l'ONU en Irak, note que la guerre américaine a « donné une impulsion au terrorisme au lieu de l'arrêter ». Le diplomate suédois avait-il raison ? Surtout quand il ajoute « il est clair, désormais, que le terrorisme ne doit pas être affronté uniquement avec des mesures répressives mais aussi avec la compréhension de ses causes plus profondes.

Dans les lignes qui suivent, nous répondrons à quatre questions essentielles que sont:

- qu'est-ce-que le terrorisme et quelles en sont ses causes? (Section I)
- quel est l'impact des mouvements terroristes sur le développement de l'Afrique ? (Section II)
- quelles sont les moyens adéquats pour le combattre ? (Section III)

SECTION I. PRESENTATION ET CAUSES DU TERRORISME

Sous-section I. Présentation du terrorisme

I. Définition du terrorisme

Le terrorisme se définit comme étant le recours à la violence réelle ou symbolique dans un but politique. Il consiste plutôt dans l'usage de la peur, par des minorités ou des individus en vue de destabiliser puis détruire un ordre existant imposé par la majorité ou par un despote¹.

Le terrorisme n'est pas synonyme de "guérilla" même s'il y a des regroupements dans les objectifs et dans les méthodes. La guérilla est une stratégie militaire qui se rapproche des principes de la guerre régulière. Au contraire, les terroristes toujours clandestins maintiennent leur caractère de petit groupe secret. La guérilla vise à occuper les esprits le terrorisme est souvent un point de sortie pour une guérilla qui a échoué².

Le débat sur la définition du terrorisme s'accompagne d'un affrontement idéologique entre l'occident et le monde arabo-musulman. Ce dernier veut d'abord une définition internationalement admise du mot « terrorisme » qui distingue ce phénomène des activités de "Résistance" car il serait malhonnête de mettre dans le même sac des résistants et des terroristes qui frappent sans justification, loin de chez eux .

Après les attentats du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis, le mot « terroriste » a été abondamment utilisé pour qualifier différents mouvements. Plusieurs pays ont trop tendance donc à appeler « terroristes » leurs adversaires ou opposants³. Les puissants désignent souvent ainsi les partis de leur population en rébellion larvée ou ouverte contre le pouvoir central⁴.

Cependant, l'adoption à l'unanimité de la résolution 1373 le 28 septembre 2001 par le conseil de sécurité de l'ONU, a multiplié les divergences sur la définition exacte du mot « terrorisme ». Plusieurs pays se posent des questions car il y a en effet un problème d'ordre conceptuel. Pourquoi cette résolution n'a-t-elle pas spécifié, défini ce mot avec tous les sous-entendus possibles ? Il est clair que tout le monde n'a pas

¹ Encyclopédie Microsoft Encarta 2003.

² www.diploweb.com

³ On cite à titre d'exemples la Russie qui qualifie dans son ensemble le peuple Tchétchène de terroriste, la Chine qui considère les tibétains comme étant des terroristes et justifie donc toute répression pratiquée, etc.

⁴ La quinzaine européenne n° 12 (04.03.2002) p. 10.

exactement la même compréhension du terme. Tout le monde admet que le terrorisme existe, et tout le monde admet qu'il y a un certain nombre d'actes pouvant être assimilés au terrorisme.

A un autre niveau, il est facile de décrire et de comprendre ce qu'est le terrorisme. C'est le recours illégitime à la violence contre des individus ou des biens afin de contraindre et intimider des Etats et des sociétés pour des revendications politiques exprimées la plupart du temps en termes sociaux, économiques ou religieux. Il se distingue fondamentalement de la criminalité, organisée ou non, par le fait que son objectif premier n'est pas un gain financier. Sa forme varie sans cesse, notamment en fonction des cycles de la répression dont il fait l'objet. Par exemple, les craintes européennes d'attaques similaires après celles du 11 septembre contre le World Trade Center à New York concernaient aussi les systèmes d'information, les centrales nucléaires, les installations pétrolières, etc. Mais là n'est pas l'important. En réalité, le terrorisme vise d'abord à terroriser. Son impact effectif n'est qu'un moyen et non une fin. Celle-ci, pour paraphraser la mission de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (*The United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization*, UNESCO), est d'influencer des esprits, ceux des hommes et des femmes qui, par leur action ou au contraire leur inertie, peuvent avoir une influence quant aux objectifs politiques visés par les terroristes.

Même si un enchaînement d'événements qui ne serait dû qu'au hasard parvenait lui aussi à semer la terreur, le terrorisme est donc par nature organisé. Sa constante, le dénominateur commun de ses différentes attaques, demeurent l'intimidation d'une cible particulière, la destruction, au moins partielle, d'un système politico-économique spécifique. Néanmoins, l'aspect le plus terrifiant du terrorisme est qu'il frappe souvent des victimes (potentiellement, chacun d'entre nous) qui ne sont pas directement liées au système politique ou à l'idéologie vers lesquels se dirigent en fait ces attaques. On l'a vu avec les attentats contre le siège de l'Organisation des Nations unies (ONU) à Bagdad, en Irak, en août 2003 ou, précédemment, contre l'hôtel Paradise de Mombasa, au Kenya, en novembre 2002.

Pour bien analyser le terrorisme, il est fondamental de comprendre qu'il présuppose la répression dont il est l'objet. Peu de terroristes s'imaginent, sans doute, que leurs actes isolés, par exemple faire sauter un avion, massacrer des citoyens ou faire exploser des bombes, vont suffire à changer les systèmes donnés (politiques ou économiques). Ils spéculent au contraire sur les actions répressives qu'elles ne manqueront pas de produire, enclenchant alors un cycle de haine aux effets bien plus terrifiants que l'attaque originelle. Dans le cas américain, il est évident que ce but a été atteint : l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, la destabilisation du système de l'ONU, fondamental pour les relations internationales, sont sans commune mesure avec les destructions du 11 septembre.

Mais, est ce que le terrorisme est un phénomène nouveau ?

II. L'histoire du terrorisme

Le terrorisme est un phénomène historiquement récurrent, commun à toutes les sociétés et à toutes les cultures. Il existe depuis que l'homme a décidé de tuer son frère l'homme, en le poignardant dans le dos, dans le but de changer les données d'une situation ou pour des raisons de vengeance⁵.

La terreur était pratiquée dans certaines cultures tribales par des sociétés secrètes qui ne parvenaient à se maintenir que de cette manière.

Ainsi, au XII^e siècle, les assassins organisaient des compagnes terroristes contre les musulmans sunnites. Au lendemain de la Réforme, au XVI^e siècle, les groupes protestants et catholiques en Irlande ont également pratiqué la terreur. Le mot « terrorisme » est d'ailleurs lié à la période de la révolution française connu sous le nom de « terreur » (1793-1794).

Le terrorisme sous sa forme moderne

A) Le terrorisme jusqu'au début du XX^e siècle

C'est avec la propagation des idéologies séculières et du nationalisme après la Révolution française, que le terrorisme dans sa forme moderne, s'est considérablement développé. Partisans et adversaires des valeurs révolutionnaires s'engagent en effet, dans le terrorisme au lendemain des guerres napoléoniennes.

Au Japon, le nationalisme pro-impérial qui conduit à la restauration de Meiji en 1868, s'accompagne de nombreuses attaques terroristes contre le Shogunat Tokugawa.

Dans le sud des Etats-Unis, le Ku Klux klan se constitue après la défaite des Etats confédérés pendant la guerre de sécession (1861-1865), dans le but de terroriser les anciens esclaves, ainsi que les représentants des administrations responsables de la reconstruction imposée par le gouvernement fédéral.

⁵ Voir le coran, surates : Alma-ida, versets : 27-31.

En Europe, à la fin du XIX^e siècle, les partisans de l'anarchisme lancent des attaques terroristes contre de hauts fonctionnaires ou contre de simples citoyens (dont la victime la plus célèbre reste l'impératrice Elisabeth, épouse de François-Joseph 1^{er}). Avant la première guerre mondiale, le mouvement révolutionnaire russe a aussi une forte connotation terroriste.

B) Le terrorisme jusqu'à la seconde guerre mondiale

Au XX^e siècle, des groupes tels que l'organisation révolutionnaire macédonienne, les oustachis croates et l'Armée républicaine irlandaise (Irish Republican Army, IRA) ont souvent exporté leurs activités terroristes en dehors des frontières nationales⁶.

Par ailleurs, fascisme et communisme ont l'un et l'autre fait du terrorisme le principal instrument de leur politique.

Dans les années vingt et trente, l'instabilité politique fait une large place à l'activité terroriste. Mais dans l'ensemble, ce phénomène a fini par disparaître dans le conflit de plus grande ampleur qu'a été la seconde guerre mondiale.

Le terrorisme d'après-guerre

Au milieu des années soixante se développe la plus spectaculaire manifestation du terrorisme. Elle est portée par les progrès de la technologie, la diffusion d'armes légères et efficaces, ainsi que par la publicité qui vient désormais accompagner tout acte terroriste.

Par ailleurs, plusieurs zones ont été frappées par le terrorisme parmi lesquelles, le Proche-Orient, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, l'Irlande, l'Espagne, la France et bien sûr les Etats-Unis d'Amérique dont l'épisode terroriste le plus célèbre et le plus meurtrier est la série d'attentats du 11 septembre 2001. Dès lors, la lutte contre le terrorisme est devenue un principe majeur du droit international⁷.

⁶ C'est ce type de terrorisme nationaliste qui est à l'origine de l'assassinat de l'archiduc héritier François – Ferdinand, perpétré à Sarajevo en 1914 par un nationaliste serbe, et qui déclencha la 1^{er} guerre mondiale.

⁷ Le droit international, à l'aube du terrorisme millénaire. Janati Idrissi et Zerouali – 2004, p. 106.

III. Les courants majeurs du terrorisme

D'une façon générale, il existe six courants du terrorisme:

Le terrorisme des minorités ethniques

C'est celui qui est lié aux visées autonomistes ou séparatistes, communautés culturelles avec langues, traditions, parfois religions distinctes de celles de l'état national. C'est notamment le cas de l'IRA en Irlande qui combat l'autorité britannique en Irlande dans le but de réaliser l'union et l'indépendance de cette dernière, de l'ETA qui lutte contre l'Espagne afin d'obtenir l'indépendance du pays basque.

Le terrorisme religieux

C'est le terrorisme à motivation religieuse ou encore celui motivé par des convictions religieuses. Anciennement, il s'est exercé par des groupes radicaux juifs comme le groupe Stern ou l'organisation Irgoun Zwai Leoumi contre les communautés arabes et contre les britanniques durant la lutte pour l'indépendance d'Israël⁸.

Aussi, comme autre manifestation de ce terrorisme religieux, les musulmans de l'Inde font l'objet de plusieurs attentats terroristes menés par les bouddhistes.

Par ailleurs, on a souvent parlé du terrorisme « islamique » après les événements du 11 septembre 2001, qui ont été l'occasion pour les Etats-Unis et certains Etats occidentaux d'assimiler l'islam à la violence et au terrorisme.

Le terrorisme d'extrême gauche

Il est lié à des mouvements révolutionnaires qui ne visent pas seulement à renverser le gouvernement, mais aussi l'ordre juridique et social du pays. On cite à titre d'exemples :

⁸Encyclopédie Microsoft encarta 2003. *Op. Cit.*

- la fraction Armée Rouge et le Mouvement du 2 juin en Allemagne fédérale ;
- les Brigades Rouges en Italie ;
- l'action Directe en France ;
- les Cellules communistes combattantes en Belgique ;
- l'Organisation du 17 novembre et ELA en Grèce ;
- le Dev Sol en Turquie ;
- Le sentier lumineux au Pérou ;
- Les khmers rouges au Cambodge.

Le terrorisme d'extrême droite

La menace de violence de l'extrême-droite existe dans de nombreux pays depuis plusieurs décennies. Des groupes néo-fachistes et néo-nazis sont actifs aux Etats-Unis, au Canada, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud ainsi qu'en Europe et dans l'ancienne Union soviétique.

En Allemagne par exemple, le désenchantement général à l'égard des principaux partis politiques, les pressions exercées sur l'économie par la réunification, des taux de chômage élevés et l'arrivée de centaines de milliers d'immigrants ont créé un climat dans lequel l'extrémisme violent d'extrême-droite est florissant.

Le terrorisme d'Etat

Le terrorisme d'Etat demeure le plus grave et a ses origines en occident. En règle générale, il est lié aux dictatures, aux régimes à parti unique et aux régimes totalitaires, précisément ceux qui utilisent la guerre contre leur propre population. Ce sont les cas de la Gestapo dans l'Allemagne hitlérienne ou des polices politiques (Tchéka, Guépéou, NKVD).

Le Vietnam (c'est à dire la guerre du Vietnam), comme toutes les guerres contre les mouvements de libération, sont des exemples patents du terrorisme d'Etat. Les agressions contre l'Irak, la Bosnie ou l'Afghanistan, la guerre israélo-palestinienne pour ne citer que ces quelques cas, sont de la même nature.

Sous-section II. Les causes du terrorisme

De prime abord, il faut faire une distinction entre comprendre les causes du terrorisme et l'approuver. Ce qui est pourtant élémentaire et essentiel.

Donc, on va s'interroger sur les causes du terrorisme notamment, de l'après guerre froide, qui se sont fortement multipliées : la pauvreté, le chômage l'analphabétisme, l'injustice, l'humiliation, etc, en un mot cette mondialisation qui a aussi fourni au terrorisme tous les moyens technologiques dont il a besoin pour se concrétiser et s'étendre.

La mondialisation telle qu'elle est définie, est un mouvement d'internationalisation des économies et des sociétés induit par le développement des échanges dans le monde. Elle ne concerne plus seulement les marchandises, mais englobe les capitaux, la main-d'oeuvre, les services, la propriété intellectuelle, les oeuvres d'arts...⁹ ce qui la rend un processus de changement global, profond, inexorable, irrésistible et durable qui transforme le paysage politique, économique et social international.

La genèse de la mondialisation est quelque peu controversée en doctrine.¹⁰ Mais la majorité des spécialistes font coïncider son avènement avec la fin du 20^{ème} siècle, qui a connu de brusques transformations à l'échelle mondiale, notamment la chute du mur de Berlin, la dislocation de l'Union soviétique et la première guerre irakienne de 1991.

Mais, comment ce phénomène peut-il conduire au terrorisme ?

La doctrine de la mondialisation repose sur les quatre points suivants :

1. ouverture des frontières afin de libéraliser le commerce et la finance ;

⁹Encyclopédie. Microsoft encarta 2003. *Op. cit.*

¹⁰Certains spécialistes lient son origine au capitalisme et à la société industrielle, sur le plan politique et idéologique dans le temps de l'universalisme des valeurs modernes issus des révolutions politiques du 18^{ème} siècles.

2. déréglementation et privatisation ;
3. recul des dépenses publiques et des impôts au profit des activités privées ;
4. primauté des investissements internationaux et des marchés financiers.

En somme c'est le déclin du politique et de l'Etat au profit des intérêts privés. En libérant les mouvements des capitaux de tout contrôle étatique, cette politique, déplace le pouvoir économique de la sphère publique, des Etats à la sphère privée de la finance internationale. Les fonds de pension, fonds de spéculation, banque, assurances contrôlent une masse de liquidités supérieure au produit mondial d'une année. Il n'y a donc pas de nations qui peuvent résister à leurs pressions. Ainsi, leur capacité de nuisance est très forte comme en témoigne les différentes crises qui ont frappé l'économie d'un nombre très grand de pays émergents.¹¹

C'est donc une logique de fructification rapide des patrimoines financiers qui caractérise désormais le système. Cette course sans limite au profit à court terme épuise la nature, multiplie les déchets, détruit les régulations de la biosphère et menace le destin des générations futures.

La mondialisation est devenue insensée au sens propre, puisque l'instrument économique se substitue à la finalité au lieu de la servir, les frontières entre le moral et l'immoral, le légitime et l'illégitime disparaissent.

Cependant, toutes les conditions étaient requises pour provoquer le désespoir, puis l'action et la réaction des peuples, qui peut être pacifique à travers les grandes mobilisations du mouvement anti-mondialisation (constitué principalement par les ONG, les syndicats des travailleurs, les intellectuels...), mais aussi sanglante qui culmine avec des attentats terroristes, puisque quand on sème le désespoir, on récolte fatalement la violence.

Le terrorisme donc ne surgit pas du néant, il s'est trouvé un terreau (I), celui de la misère et du délitement des valeurs.

¹¹ La crise du Mexique (1994), crise financière du sud-est (1997) Taïland, Indonésie, Malaisie, Brunei (même si son Sultan est classé le 4^{ème} ou le 5^{ème} parmi les milliardaires du monde) et le Japon. La crise financière n'a pas échappé la Russie qui est une grande puissance nucléaire et le Brésil 1999 qui avait une économie plus grande dans l'Amérique latine et, enfin l'Argentine (2001).

Ce terreau s'est trouvé enrichi par un engrais (II), celui de la technologie de pointe et de l'argent de l'illégalité.

I. Le terreau du terrorisme

La misère

Revers de la mondialisation, la misère réside essentiellement dans la pauvreté (A), le chômage (B), la famine (C), la situation tragique de l'enfance (D), la propagation des maladies graves (E), et l'injustice résultant des disparités de développement entre les pays (E).

A) La pauvreté

Certes, la pauvreté est un phénomène historique mais, à l'ère de la mondialisation elle n'a pas cessé d'augmenter. Les chiffres parlent d'un milliard et demi de personnes dans le monde qui ont moins d'un dollar par jour pour vivre, et ceux qui vivent par moins de deux dollars par jour, sont de trois milliards dans le monde, c'est à dire la moitié de la population mondiale.

Ainsi, la pauvreté varie en fonction des aires géographiques, les pauvres représentent 10% des habitants de l'Asie de l'est, 52% de l'Asie du sud, 25% de l'Amérique latine et 47% de l'Afrique subsaharienne.¹²

B) Le chômage

Sur une population active mondiale de 3 milliards de personnes, on trouve 140 millions qui sont en chômage complet et presque un milliard qui sont sous-employés.

Les sociétés transnationales (STN), les grandes gagnantes de la mondialisation, participent, directement et indirectement dans ce phénomène. C'est ainsi qu'au cours des années 90, les bénéfices des deux cents premières STN ont augmenté de 75% entre 1990 et 1995 sans création d'emplois. Au contraire, sur la même période, ces 200 STN ont réduit globalement leurs effectifs de 4%.¹³

¹² Revue *Jeune Afrique/l'intelligent*. Du 17/06/2004. Sur internet.

¹³ Rapport BIT (Bureau International du Travail) sur l'emploi dans le monde 89/99.

C) La famine

Dans le monde entier, il y a environ 815 millions de personnes, touchées par la famine. 777 d'entre eux se trouvent dans les pays sous développés et 11 millions dans les pays industrialisés.¹⁴

D) La situation tragique de l'enfance

Selon l'UNICEF, il y a plus de 130 millions d'enfants d'âge scolarisable qui ne sont plus scolarisés, presque 30000 enfants dans le monde qui sont armés dans les guerres civiles et 250 millions d'enfants de moins de 14 ans (scolarisés et non scolarisés) qui travaillent souvent dans des conditions dangereuses ou malsaines, pour permettre à leurs familles de survivre.

E) La propagation des maladies graves

C'est notamment le cas du SIDA qui se propage à un rythme sans précédent. De nos jours, il y a environ 50 millions de personnes qui sont infectées par le VIH dont 16 millions sont mortes du SIDA. Sur les 36 millions de personnes qui vivent actuellement avec le VIH dans le monde, plus de 23 millions se trouvent en Afrique subsaharienne.¹⁵

F) Les disparités de développement

La mondialisation a enrichi les riches et appauvri les pauvres. Le fossé entre les gagnants et les perdants de cette mondialisation a tendance à se creuser.

En effet, le chiffre de 1% de la population des Etats-Unis qui concentre 38% de la richesse mondiale est plus connu. Ainsi, les 225 plus grosses fortunes du monde représentent l'équivalent du revenu annuel de 47% du plus pauvres, soit 2.5 milliards de personnes et de simples individus sont désormais plus riches que les Etats.

¹⁴ Jaques Diof, directeur général du FAO, session 31.

¹⁵ Rapport du millénaire du secrétaire général des Nations Unis à l'assemblée générale. P. 119-120.

Les Etats-Unis, eux-mêmes, qui symbolisent le mieux la mondialisation, sont confrontés à un processus d'accentualisation exceptionnelle des inégalités qui sont fortement accrues depuis la fin des années 80. Alors qu'en 1982, la fortune des 400 américains les plus riches atteignait les 230 millions de dollars, ce chiffre passait à 2.6 milliards de dollars en 1999. De fait, 10% des américains détiennent 50% des revenus américains.

Il faut signaler que le creusement des inégalités se transmet maintenant d'une génération à la suivante en fonction du milieu social, ce qui est source de stress, d'humiliation et d'agressivité permanente qui entraînent enfin de compte, la désespérance et une perte des raisons de vivre.

Le délitement des valeurs

Dans notre monde déréglementé, livré à la seule logique financière des multinationales qui conduit à l'effondrement des pays ou de continents entiers (voir ci-dessus), guerres, terreur et terrorisme ne sont-ils pas déjà omniprésents?

Dans ces pays où la mort par la misère et la violence fait partie du quotidien, les couches populaires ne sont pas forcément disposées à s'indigner outre mesure de la mort de quelque part en occident. La mort se trouve donc banalisée et la vie humaine en vient à compter pour peu de chose.

On peut constater plus spécifiquement au plan spirituel que la promotion affichée des moyens (argent, pouvoir...) au rang de fins, a entraîné la dégradation des « causes » politiques, autrefois rassembleuses, et des valeurs d'hier.

Même dans les pays riches, l'exclusion et le chômage engendrent un délitement des valeurs et des raisons de vivre, ce qui se traduit notamment par la banalisation et la corruption ainsi que la montée de la délinquance, de la violence et de la répression.

Les valeurs de civilisation sont donc entrain de se dévoyer dans des pathologies collectives telles que la drogue, les sectes ou fondamentalisme divers, lesquels constituent des viviers tout trouvés pour le terrorisme. « Derrière l'arsenal religieux qui légitime le djihado-martyrisme, il y'a d'abord des individus déracinés, pour lesquels l'impossibilité de bâtir un projet de vie conduit à une fascination de la mort ». ¹⁶

¹⁶ Jamil El-Hejain, S. G. Du C. C. G. *Op. Cit.* P. 92.

Le terrorisme s'est enrichi aussi par les technologies de pointe et l'argent de l'illégalité que lui offre cette mondialisation.

II. L'engrais du terrorisme

Les groupes terroristes multinationaux ont généralement plusieurs sources de financement et de soutien logistique et s'autofinancent souvent, par des activités criminelles. Dans leurs réseaux de soutien figurent aussi des entreprises commerciales, des associations et des organisations non gouvernementales à caractère légitime (Paragraphe 2 : l'argent sale). Ordinateurs, téléphones par satellite et d'autres produits de la technologie moderne sont pour eux des outils d'organisation et de communication particulièrement efficaces. Ils s'en servent pour coordonner et appuyer leurs actions, récolter de l'argent, diffuser l'information et la propagande (Paragraphe 1 : la technologie de pointe).

La technologie de pointe

L'ère de la mondialisation est caractérisée souvent par une formidable mutation technologique qui vient bouleverser la planète toute entière. Il s'agit essentiellement de nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) : Internet, téléphone GSM, téléphone par satellite , etc, mais aussi les moyens les plus modernes de contrefaçon et de piratage.

L'ensemble de ces technologies est régulièrement utilisé par les terroristes pour faciliter une activité subversive de type traditionnel. En d'autres termes, ils exploitent des outils modernes pour réaliser des actions terroristes courantes telles que la communication et la coordination interne, la propagande et la désinformation, le recrutement et le financement, la collecte d'information et de renseignements. L'utilisation de l'Internet par exemple qui supprime les distances et dépasse les frontières nationales, à des fins de propagande est très populaire.

Le terrorisme a donc les moyens d'opérer à l'abri des mesures anti-terroristes traditionnelles et de se développer sans être détecté, ce qui le rend plus dangereux et plus difficile à combattre. Un rapport présenté au congrès des Nations-Unies affirme cela, lorsque ledit rapport constate que « dans les années 90 (l'aube

de la mondialisation) , la possibilité qu'un acte terroriste cause des victimes a augmenté de 35% par rapport aux années 70 ». ¹⁷

Pire, cette technologie n'a non seulement pas facilité les activités terroristes, mais elle a créé de nouvelles formes, plus dangereuses, de terrorisme. Celles par exemple, du cyber terrorisme et du terrorisme qui utilise les Armes de Destruction Massive (ADM).

A) Le cyber-terrorisme

Il se définit comme étant tout acte de terrorisme utilisant des systèmes informatiques ou la technologie des ordinateurs comme une arme ou comme une cible. Il faut signaler la distinction entre cyber-terrorisme et cyber-crime comparables dans l'utilisation qu'ils font des technologies de l'informatique, mais qui se distinguent par leurs motivations et leurs objectifs.

Le cyber-terrorisme a des motivations politiques, sociales ou religieuses. Il vise à semer la peur ou la panique dans la population civile ou à destabiliser l'appareil militaire et civil. ¹⁸

Des groupes terroristes se sont servis de la technologie informatique pour menacer ou attaquer des infrastructures de sécurité nationale notamment, et des firmes commerciales. ¹⁹

Ces agressions ont donc de lourdes de conséquences et entraînent des pertes économiques et des dégâts considérables. Elles sont facilitées parce que leurs auteurs ont à leur disposition des logiciels conviviaux et de plus en plus performants qu'ils peuvent souvent se procurer gratuitement sur des milliers de sites Internet.

De plus, les systèmes informatiques, ainsi que tout l'appareillage électronique peuvent être gravement endommagés par des armes à impulsions électromagnétiques (EMP), les armes à hyperfréquence à haute puissance (HPM) et les canons à fréquence radio à haute énergie (FRHE)²⁰ qui peuvent émettre des

¹⁷ Rapport intérimaire « Technologie et terrorisme ». Michael Mates (Royaume Uni). In: www.nato.int/archivedpub/comrep/2001.

¹⁸ www.leterrorisme.net

¹⁹ On peut rappeler à ce sujet, la cyberattaque lancée par les guérilleros tamuls en 1998 en inondant les ambassades de Srilanka de centaines de messages électroniques pendant deux semaines ainsi que les attaques lancées contre les systèmes informatiques de l'OTAN pendant le conflit du Kosovo en 1999. Ces attaques pourraient être considérées comme du cyber-terrorisme, même si elles n'étaient pas le fait des terroristes.

²⁰ Ce type d'armes a été utilisé par l'armée américaine avec succès en 1994 contre des installations radar irakiennes et, en 1999, contre des installations électroniques yougoslaves.

pulsations internes d'énergie électromagnétique capables d'endommager gravement des ordinateurs, radars et autres instruments électroniques. Ils peuvent même détruire les circuits des microprocesseurs et d'autres composants.²¹ La construction de ces armes est apparemment à la portée de tout un chacun et, pourtant, l'importation et l'exportation des technologies associées ne sont soumises à aucune mesure internationale de contrôle. Les techniques défensives, bien que parfois onéreuses, ont été en particulier déployées dans le secteur public (notamment pour protéger des installations militaires) mais, elles restent extrêmement rares dans le secteur privé.

B) Le terrorisme utilisant les Armes de Destruction Massive (ADM)

C'est une nouvelle génération de terroristes moins soumis à une éthique traditionnelle ou des pressions politiques, à laquelle s'ajoute la diffusion des connaissances techniques relatives à l'armement nucléaire, biologique et chimique.

A ce titre, on rappelle par exemple la fameuse attaque au gaz sarin lancée dans le métro de Tokyo par la secte Aum Shinrikyo en 1995, mais aussi les diverses attaques par l'Anthrax aux Etats-Unis trois semaines après les attentats du 11 septembre 2001. Ces attaques ont cristallisé les craintes latentes face à un terrorisme qui aurait recours aux armes dites non conventionnelles (chimiques, bactériologiques ou nucléaires).

De plus, cette mondialisation a grandement facilité la criminalisation accélérée de l'économie mondiale en permettant de transférer instantanément des capitaux douteux en n'importe quel point de la planète.

L'argent sale

Le besoin de l'argent par le terrorisme s'exprime par plusieurs raisons. A titre d'exemples, il faut payer les agents, acheter les armes, financer les opérations. La mondialisation joue un rôle primordial dans la satisfaction de ce besoin.

Cependant, la criminalisation des moyens de financement des organisations mafieuses et terroristes de toute confession est une actualité permanente. Ces groupes atomisés s'appuient sur le banditisme, les

²¹ Rapport technologie et terrorisme. *Op. Cit.*

reventes de la drogue, l'impôt révolutionnaire, mais aussi les fraudes au budget communautaire pour mener à bien les trafics et actions armés, via les paradis fiscaux où s'effectue le blanchiment d'argent à grande échelle et la corruption. Un marché prospère.

D'après le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le chiffre d'affaires mondial de l'ensemble des activités illicites provenant des organisations criminelles rassemblées dans un nouvel instrument statistique baptisé Produit Criminel Brut (PCB), représentait quelque 800 à 900 milliards de dollars à la fin des années 90, soit l'équivalent du Produit Intérieur Brut (PIB) de la Chine à l'époque. Dans les années 2005, il atteignait au minimum 1200 milliards de dollars. Plus généralement le PNUD estime que le PCB annuel s'élevait à au moins 15% du commerce mondial.²² On en arrive donc à un point où l'économie légale et l'économie criminelle sont de fait indissolublement liées, chacune ayant besoin de l'autre pour se développer.

Cet argent sale n'a pas d'odeur, c'est bien connu, mais pas davantage de pavillon. Il est Chinois, Colombien, Proche-Orient, tchéchène, etc. En revanche, il dispose d'un savoir-faire et d'une technicité cosmopolites que les années de libération des places financières et des mouvements de capitaux liées à la mondialisation de la planète ont grandement facilité.²³

Dans un tel système mafieux, le terrorisme est particulièrement à l'aise pour prospérer. Il peut, comme on a dit, tout à son aise trouver des moyens de financement (drogue, spéculations boursières douteuses...), blanchir les capitaux dans les paradis fiscaux et les transférer où bon lui semble.

SECTION II. L'IMPACT DES MOUVEMENTS TERRORISTES SUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Sous-section I. Les principaux groupes terroristes en Afrique

La zone du sahel de par ses particularités géographiques, est le cœur du terrorisme en Afrique subsaharienne et partant de l'Afrique en général. Elle est en effet aride, pauvre, peu peuplée (et principalement par des peuples nomades par nature hostiles aux gouvernements centraux : Touaregs, peuls,

²²Revue : *Problèmes Économiques*, n° 2632. sep.1999.pp 32.39

²³Journal. *Libération* du 04.10.2001. « Argent sale. La mauvaise foi américaine ». Jean de Maillard. P.8

etc) et en plus d'offrir de nombreuses cachettes potentielles. C'est également le passage obligé des groupes opérant plus au nord et se cachant dans le Sahara (AQMI, bandes armées en provenance de Lybie, groupes Touaregs) lorsqu'ils mènent des actions vers les états subsahariens. Depuis 2012, il a notamment été prouvé que des moyens matériels et financiers avaient été mis en commun entre les trois principales organisations terroristes du sahel : AQMI , BOKO HARAM, et AL SHABBBAB.

AL QAIDA et AQMI

En 2007 déjà, la plus célèbre organisation terroriste islamiste du monde avait fait connaître publiquement son intention d'intensifier ses activités en Afrique. C'est cette annonce, couplée à la constatation du manque de moyens des services de renseignements et de contre-terrorisme locaux, qui a contraint les Etats-Unis à renforcer leurs activités sur place et à créer l'AFRICOM (United States Africa Command) pour les coordonner, dans le but implicite de protéger ses approvisionnements de pétrole africain des troubles terroristes. Mais la genèse d'AL QAIDA dans la région est plus ancienne. Issu des sanglantes insurrections islamiques en Algérie dans les années 1990, le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat(GSPC), affaibli par les dissensions internes et malmené par l'armée algérienne, a trouvé un second souffle en 2006 en s'associant à AL QAIDA, devenant ainsi AL QAIDA au Maghreb Islamique(AQMI). Basée sur la même structure que son illustre modèle, AQMI est issue de plusieurs branches agissant plus ou moins de concert, assez faiblement reliées et fortement décentralisées de sorte que la destruction d'un de ses foyers ou la mort d'un de ses commandants ne signifie pas la désorganisation de l'ensemble. Bien qu'implantée historiquement dans la partie saharienne de l'Algérie, l'organisation opère dans toute la zone du sahel, couvrant la Mauritanie, le Nigeria et le Mali. Son mode opératoire inclut l'arsenal habituel des groupes islamistes terroristes: attentats à la bombe (dont des attentats suicides), assassinats ciblés(par balles, le plus souvent) et enlèvements avec demande de rançon, permettant de lever des fonds.

BOKO HARAM

Boko Haram se définit comme un peuple engagé dans la propagation de l'enseignement du prophète et du djihad (guerre sainte). Le leader spirituel, Mohammed Yusuf, qui est l'incarnation même de cette pensée idéologique et Aboubakar Shekau qui est le commandant de bord, font de ce groupe l'un des plus dangereux en Afrique par les Etats-Unis. Mohammed Yusuf a été tué en 2009 par la police nigériane. Après

cette mort, c'est désormais le seul Abubakar Shekau qui a changé son discours et son mode opératoire qui s'est transformé en attentats et en enlèvements sans oublier que son objectif est d'imposer la charia dans les trente six (36) Etats du Nigeria où douze (12) Etats suivent déjà le pas. Boko Haram est une organisation terroriste secte créée en 2002 au Nigeria, dans l'optique d'appliquer la charia dans sa version stricte dans tout le pays. Sa création même a fortement été influencée par le modèle d'AL QAIDA en Afghanistan durant l'invasion américaine et il se positionne sur le même créneau idéologique que son modèle, dont il reprend la stratégie. Le but de la secte est d'instaurer un état islamiste basé sur le modèle des talibans au Nigeria. Elle s'est illustrée par des attentats à l'encontre du gouvernement nigérian, des combats ouverts avec son armée et des actions de persécutions de la population catholique du pays. Ses actions comprennent un recours à la violence de masse bien plus décomplexée que chez les autres organisations islamistes (massacres de Mamudo, Benisheik, Gujba...) privilégiant les attaques armées de grande envergure aux traditionnels attentats-suicides et assassinats ciblés. Les fidèles de Boko Haram pratiquent depuis 2012 des raids de grande envergure sur des villages entiers, ciblant particulièrement les lieux d'éducation (boko haram signifiant grossièrement « l'éducation occidentale est un péché ») et les lieux de culte chrétiens. Boko Haram est ainsi responsable de nombreuses attaques contre des lycées impliquant, outre le massacre des professeurs et des élèves, l'enlèvement de jeunes filles afin de les revendre comme esclaves ou de les marier à ses soldats. Boko Haram est récemment devenu tristement célèbre après le rapt de plus de deux cent soixante seize (276) lycéennes à Chibok, le 11 avril 2014.

AL SHABAB

Le « harakat al-shabad al-mujahedin » (« mouvement des jeunes mujahedin »), est une organisation terroriste salafiste somalienne. Comme AQMI, sa structure et ses objectifs sont sensiblement la même que celle d'AL QAIDA. Créée en 2006 au plus fort de la guerre en Somalie entre les nombreuses factions somaliennes incluant les célèbres tribunaux islamiques, Al Shabab est aujourd'hui le principal mouvement terroriste opposé au gouvernement somalien. Après une série d'actions militaires ouvertes couronnées de succès lors de la guerre civile somalienne des années 2008, les shebabs contrôlaient plusieurs villes importantes dans le sud du pays. Délogés par l'armée somalienne appuyée par l'Union Africaine, ils sont chassés de Mogadiscio la capitale et entrent dans la clandestinité. Aux abois, ne pouvant plus mener de guerre conventionnelle, ils se tournent vers les stratégies terroristes standards à partir de cette date (attentats-suicides, enlèvements, assassinats ciblés). Leur théâtre d'opération s'est déplacé en réponse à l'action de l'Union Africaine, puisque leur dernière action d'envergure fut la tuerie du centre commercial

Westgate à Nairobi, capitale du Kenya durant laquelle des miliciens shebabs ont tué au moins soixante sept (67) personnes.

Les autres mouvements terroristes

Nous avons :

- Ansura qui a fait son apparition en juillet 2012 et ayant pour véritable nom « jama'atu ansarul Muslimina Fi Biladi Sudan » qui signifie l'avant-garde pour la protection des musulmans en Afrique noire. Ce groupe poursuit les mêmes objectifs que Boko Haram à savoir l'instauration d'un état islamique dans le nord du Nigeria et même dans l'ensemble des 36 états. Mais ce groupe est moins radical et plus tolérant ;

- le MNLA (Mouvement National pour la Libération de l'Azawad) a été créé en 2011. C'est une organisation politique et militaire majoritairement touarègue. La particularité de ce groupe est qu'il a des positions idéologiques ambiguës. Le fait qu'il soit laïc et à la fois proche d'Al Qaida est tout de même surprenant puisque ses hommes lutteront aux côtés d'Ansar Eddine et d'Aqmi en janvier et en mars 2012 pour revendiquer l'indépendance du nord du Mali et/ou les villes maliennes comme Meneka, Aguelhok, Tessalit, Kidal.

Sous-section II. L'impact du terrorisme sur le développement de l'Afrique

Cet impact est visible sur le double plan social et économique.

En premier lieu, sur le plan social, on note :

- dans le secteur de l'éducation, la baisse du taux d'alphabétisation dans les différentes zones engagées dans les conflits ;

- l'insécurité alimentaire ;

- la paupérisation des populations victimes ;

- la perte du capital humain.

En second lieu et sur le plan économique, l'impact direct de ces mouvements terroristes sur les économies des pays visés est majeur. Parce qu'ils destabilisent des pays en quête de développement, les actes de terreur découragent bien évidemment les investisseurs potentiels. Car on le sait, la stabilité politique et la sécurité du territoire sont des éléments clés pour les porteurs de projets. Aussi, il y a la destruction des biens infrastructurels de grande envergure. Ce qui amène à se poser une question fondamentale : le problème de la criminalité en Afrique expliquerait-il en partie la pauvreté persistante du continent ? Trois grandes conséquences de la criminalité sont souvent abordées :

- la criminalité détruit le capital humain et social de l'Afrique ;

- elle nuit à la qualité de vie et peut forcer les travailleurs qualifiés à s'expatrier. Aussi, la victimisation et la peur de la criminalité empêchent ceux qui sont restés de progresser dans la formation et elle décourage l'accumulation des biens ;

- la criminalité décourage l'investissement en Afrique car aux yeux des investisseurs, elle est un signe d'instabilité sociale qui augmente le coût de l'activité économique et la corruption.

SECTION III. LES MOYENS POUR ERADIQUER LE TERRORISME EN AFRIQUE

La lutte contre le terrorisme exige nécessairement la compréhension de ses causes profondes d'abord, ensuite trouver les remèdes obligatoires à ces « maladies », car « prévenir vaut mieux que guérir ». Autrement, la lutte contre le terrorisme doit, pour être efficace, se placer sur le terrain de la lutte contre les causes du terrorisme. A cet égard, il faut comprendre les souffrances et le désespoir des pauvres, respecter la dignité humaine, la tolérance et mettre en pratiques les principes des conventions des droits de l'homme, notamment la démocratie et le partage des richesses. Une politique responsable doit faire en sorte que les richesses produites profitent à tout le monde. Cela n'a rien à voir avec l'idéologie, c'est une simple question de justice.²⁴ Si on n'applique pas ces principes, les choses ne s'améliorent plus et on n'aboutira pas à une paix durable.

On ne saurait mieux poser le problème que le fait Mary Robinson, ancienne haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme quand elle affirme que « la sécurité de l'être humain n'est pas une question d'armes, c'est une question de vie et de dignité » qui passe obligatoirement « par l'économie, la

²⁴ Revue: *Horizons et Débats*, n°27, sept.2004.p.12

nourriture, la santé, l'environnement, la sécurité politique... » « ...le combat contre le terrorisme doit être aussi une guerre menée contre le dénuement, la discrimination et le désespoir ».²⁵

Alors, au nombre des solutions importantes pouvant contribuer à la lutte contre le terrorisme, il y a la promotion du développement durable (II) et les luttes pour la démocratie (III). Mais avant tout, il existe une arme de droit contre le terrorisme (I).

I. La solution par le droit

Il s'agit des conventions, des traités et des lois qui visent la prévention, la répression, la suppression et la lutte contre le terrorisme au plan universel (paragraphe 1) et au plan régional (paragraphe 2).

Les conventions à vocation universelle

En tant qu'organisation à vocation universelle, l'ONU s'emploie à fournir le cadre juridique adéquat à la campagne internationale de lutte contre le terrorisme. Des traités internationaux ont déjà été adoptés. Il s'agit entre autres :

- * de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (adopté à Tokyo en 1963) ;

- * de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (adoptée à la Haye en 1970) ;

- * de la Convention pour la répression des actes illicites contre la sécurité de l'Aviation civile (adoptée à Montréal en 1971) ;

- * du Protocole pour la répression des actes illicites dans les aéroports servant l'aviation civile internationale (adopté à Montréal en 1988) ;

²⁵Interview tiré principalement du site www.liberation.fr

* de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques (adoptée par l'Assemblée générale en 1973) ;

* de la Convention internationale contre la prise d'otages (adoptée par l'Assemblée générale en 1979) ;

* de la Convention sur la protection des matières nucléaires (adoptée à Vienne en 1980) ;

* de la Convention pour la répression des actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (adoptée à Rome en 1988) ;

* du Protocole pour la répression des actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental (adopté à Rome en 1988) ;

* de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques aux fins de détection (adoptée à Montréal en 1991) ;

* de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif (adoptée par l'Assemblée générale en 1997) ;

* de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (adoptée par l'Assemblée générale en 1999).

En particulier, le conseil de sécurité, qui assume la responsabilité principale en matière de la paix et de la sécurité internationales, considère que tout acte de terrorisme constitue une menace à la paix et la sécurité internationales. Du coup, il a adopté une série de résolutions, en particulier la résolution 1373 (en 2001) et a mis sur pied certains organes subsidiaires pour prévenir et combattre le terrorisme, en l'occurrence le comité contre le terrorisme (CTC).

Les conventions à vocation régionale africaine

Aux instruments universels s'ajoutent divers traités régionaux et notamment :

* la Convention arabe sur la suppression du terrorisme (signée au Caire le 22 avril 1998) ;

* la Convention de l'organisation de la conférence Islamique sur la lutte contre le terrorisme international (adoptée à Ouagadougou le 1^{er} juillet 1999) ;

* la Convention de l'Organisation de l'Union Arabe sur la prévention et la lutte contre le terrorisme (adoptée à Alger le 14 juillet 1999).

II. La promotion du développement durable

Un développement durable et équitable suppose la lutte pour éradiquer les maux les plus dramatiques et les plus urgents pour l'humanité (contre la famine, contre la misère, le sida et les autres pandémies...), contre les inégalités nord-sud qui découlent d'un système de domination, contre les discriminations et les inégalités sociales pour le respect des droits des générations futures et contre les inégalités écologiques, pour la mise en oeuvre d'une véritable stratégie de co-développement ; pour la prise en compte de la perspective de genre dans tous les domaines économiques, sociaux et culturels.

En effet, le développement durable ne prend complètement son sens que si on l'envisage au niveau planétaire. Il est clair que des objectifs vitaux tels que l'équilibre climatique, la protection de l'air et des eaux, le maintien de la bio-diversité, la question à long terme des ressources non- renouvelables en encore les sécurités sanitaires, maritimes, énergétiques ou industrielles ne peuvent être atteints que s'ils sont d'abord étudiés au niveau planétaire, et que les décisions sont prises également à ce niveau avec tous les pays du monde.²⁶

Certes, il revient aux pays sous-développés eux-mêmes d'assumer leur développement et de compter sur leurs propres forces et ressources. Mais, il est impossible de considérer le développement en dehors du contexte international compte tenu des interdépendances des économies contemporaines. Les efforts entrepris sur le plan interne risquent d'être vains, si l'environnement international reste hostile et si les déséquilibres et les injustices caractérisant le système international persistent. La coopération internationale pour le développement est nécessaire, voire obligatoire. Il faut apporter de l'oxygène aux pays pauvres, pour cela l'aide internationale doit être renforcée au lieu de diminuer. C'est le cas, particulièrement, de l'Aide publique au Développement (APD), qui a enregistré ces dernières années, une tendance baissière.

²⁶Revue : problèmes économiques. n° 2393.12 octobre 1994. p8

Ainsi, une solution au problème de la dette extérieure des pays pauvres doit être trouvée. Cette dette, bien que remboursée au moins quatre fois par rapport à son montant de 1982, a été multipliée par quatre et elle s'élève aujourd'hui à des milliers de milliards de dollars. Le flux annuel des intérêts et remboursement allant des pays pauvres aux pays riches s'élève à 350 milliards de dollars²⁷ alors, que l'aide internationale des seconds aux premiers ne représente que 50 milliards de dollars. Paradoxe de notre temps, ce sont les pauvres qui financent le développement des riches.

La dette et le service de la dette entravent sérieusement le développement des pays sur-endettés. Ils absorbent une part importante des recettes d'exportation et poussent certains pays en voie de développement au seuil de l'insolvabilité. Toutefois, les solutions bricolées jusqu'à présent (rééchelonnement, réduction, conversion en investissement...) par les pays créanciers et les institutions financières internationales ne sont pas avérées efficaces. L'annulation ou l'abrogation qui représente la solution radicale et idéale se fait au cas par cas, de manière rigoureusement sélective.

Une autre tâche majeure consiste à s'attaquer à la criminalisation de l'économie en agissant tout d'abord sur les mécanismes du blanchiment d'argent sale. Ceci dit, il faut s'attaquer résolument aux paradis fiscaux. Car il est inacceptable que certaines régions du monde se targuent d'être un lieu à partir duquel il est possible d'avoir des activités ailleurs sans se conformer aux règles.²⁸

Ces mesures sont faciles à prendre, ce n'est qu'une question de volonté politique, mais les intrications étroites entre les économies dites propres et sales, expliquent sans aucun doute les réticences des gouvernements.

En résumé, le développement durable définit un projet de « mondialisation » fondé sur la personne humaine dans toutes ses dimensions et qui, en tant qu'actrice de son destin, doit être considérée comme citoyenne. Cette ambition l'oppose à terme, à la sinistre réalité de la soi-disant mondialisation libérale productrice d'injustices et d'inégalités, et partant du désordre voire du terrorisme.

²⁷*Le matin du sahara*.23.01.1999.p.5

²⁸Journal *Libération* du 04.01.2001 « argent sale. La mauvaise foi américaine ». Jean de Maillard. P.7

III. Les luttes pour la démocratie

Sur le plan international (paragraphe 1), on parle d'une démocratie mondiale qui est une exigence morale et politique et qui se traduit d'abord par la démocratisation du système des Nations Unies. Alors qu'au niveau national (paragraphe 2), on ne peut jamais parler de la démocratie si les droits et les libertés fondamentales reconnus aux citoyens font l'objet d'une violation.

Les luttes pour la démocratie au niveau international

A ce niveau, se pose la question de la démocratisation du système des Nations Unies en particulier au niveau du fonctionnement du Conseil de Sécurité, le seul organe dont les décisions sont obligatoires (de par la charte des Nations Unies). Or, le statut aujourd'hui réservé aux cinq membres fondateurs (France, Etats-Unis, Russie, Chine, Grande Bretagne) est non seulement un archaïsme mais aussi un déni de démocratie, instituant un directoire mondial illégitime. Sa démocratisation implique donc la suppression du droit de veto accordé à ces cinq Etats.

Par ailleurs, il faut renforcer l'autorité de la Cour Internationale de Justice et la Cour Pénale Internationale et mettre les grandes institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale, OMC) sous le contrôle total de l'ONU.

Une réflexion doit être menée sur la question de favoriser la plus grande participation des mouvements à ce processus de démocratisation mondiale. La question est d'autant plus complexe que le système actuel des Nations Unies est évidemment très centralisé et les différentes modalités envisageables de sa décentralisation, qu'elle soit continentale ou sectorielle, devront s'inscrire dans un cadre de démocratie.

Les luttes pour la démocratie au niveau national

Les luttes pour la démocratie à ce niveau devront être menées au premier rang, par chaque Etat qui doit veiller à l'instauration et au respect absolu des droits politiques et civiques de ses citoyens tels que le droit à la vie et à l'intégrité physique, le droit à la liberté de pensée et de conscience, d'expression,

d'association, de réunion, de circulation, etc, principes d'égalité entre les hommes indépendamment de leur race, de leur religion, de leur appartenance sociale et nationale. Aussi, entre les hommes et les femmes, il y a le droit à un procès public et équitable, le droit de prendre part à la direction des affaires publiques y compris le droit de voter et d'être élu et les droits sociaux, économiques et culturels tels que le droit au travail, à la protection sociale, à la grève, au logement, le droit à un niveau de vie décent, etc.

Ainsi, les luttes pour la démocratie impliquent une conception du développement fondée sur les droits et les libertés qui laisse toute sa place à la justice sociale. Le rapport entre démocratie et développement n'est pas linéaire, c'est un choix politique et volontaire, un choix de société. Il implique que la régulation de l'économie ne soit pas livrée aux seuls mécanismes de marché et qu'elle soit fondée sur le respect des droits.

De plus, il existe une forte corrélation entre la démocratie et la paix, d'où la dénomination paix démocratique ou démocratie pacifique. Les zones démocratiques sont donc des espaces de paix. Pour y maintenir la paix, il faut y préserver la démocratie et vice-versa.

CONCLUSION GENERALE

De toute évidence, il faut lutter sans merci contre le terrorisme sur le continent africain. Contre tous les terrorismes, celui des pauvres, souvent spectaculaire et aveugle, comme celui des puissants, plus sophistiqué ou ciblé, celui des organisations apatrides, comme celui des Etats, ennemis ou alliés. Il faut lutter contre tous les terrorismes, car la terreur est toujours injustifiable, tout comme la vengeance. C'est pourquoi la réponse juste à ce phénomène doit être mise dans un cadre de légalité voire de légitimité et ne consiste plus donc à s'engager dans une guerre sans limite de longue durée.

Ces dernières années ont vu une augmentation rapide du terrorisme à travers l'Afrique, ce qui a généré des menaces et des problèmes d'un coût, d'une échelle, d'une gravité et d'une complexité considérables. L'Afrique assiste aussi à une augmentation de l'extrémisme violent, c'est-à-dire, les forces politiques, idéologiques, sociales et économiques qui soutiennent et alimentent le terrorisme, y compris en justifiant des actes terroristes et en glorifiant les acteurs terroristes. Les pays africains ont fait face directement à ces maux et ont réagi aux niveaux régionaux, sous-régionaux et nationaux aux défis croissants. Pourtant, les réponses des Africains n'ont pas freiné la marée terroriste, et il se peut que ces réactions aux attentats et aux crises terroristes n'aient pas d'impact positif durable si elles ne sont pas bien

organisées, clairement définies et si elles ne démontrent pas de respect pour les droits de l'homme et l'état de droit. Les pays africains notamment ceux qui sont touchés actuellement par le terrorisme ainsi que ceux qui pourraient faire face à un défi terroriste dans les années à venir, bénéficieraient d'établir des stratégies nationales de contre-terrorisme qui axent leurs actions sur des objectifs identifiables à long terme, jouissent d'une légitimité dans tout le gouvernement et toute la société et harmonisent avec les approches sous-régionales et internationales.

Étant donné que la menace diffère d'un pays à l'autre, les pays africains ont donc des types de stratégies différents et sont à des niveaux différents dans le développement de ces stratégies. Bien qu'il soit difficile d'établir une liste complète, il est clair que les pays varient dans leur expérience et leur investissement dans le développement d'une stratégie de contre-terrorisme. Ce programme réunit des chefs de défense et de sécurité gouvernementaux, non-gouvernementaux et civils de plus de douze pays africains avec aussi des représentants d'organismes sous-régionaux, des acteurs multilatéraux et des partenaires extérieurs pour partager leurs expériences, leurs idées, leurs pratiques et leurs leçons parmi les pays et à travers des régions. Pour les pays africains aux niveaux précoces du développement de leurs stratégies, ce programme vise à attirer l'attention sur les avantages des stratégies nationales de contre-terrorisme, à donner des exemples de telles stratégies et à fournir des conseils pour former et améliorer les stratégies émergentes de contre-terrorisme ; pour les pays africains aux niveaux plus avancés dans le développement de leurs stratégies ou avec des stratégies complétées de contre-terrorisme, ce programme vise à encourager la réflexion sur leurs stratégies existantes, à attirer l'attention sur leur valeur et à aider à mettre au point et à réviser les stratégies existantes de contre-terrorisme.

Sur un autre registre concernant les causes du terrorisme, il est à noter qu'à ce jour, aucune des causes qui ont favorisé l'apparition et l'expansion du terrorisme international n'a été remise en question. Ces causes ne disparaîtront qu'avec le mode de production actuel, qui repose sur le développement de la croissance pour les uns et la misère pour les autres. Si rien ne change, les mêmes causes produisant les mêmes effets, on peut craindre que, on ne sait quand, on ne sait où, on ne sait sous quelles formes, surviennent bientôt de nouveaux drames.

Dans ce contexte-là et au niveau du Sahel africain où le terrorisme connaît un véritable regain d'activités, la création de la force du G5-Sahel forte d'environ 5000 hommes peut apporter une valeur ajoutée aux efforts des pays sahéliens (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et Mauritanie) pour lutter contre le terrorisme. Toutefois, il existe encore de nombreux obstacles à franchir avant le déploiement effectif de cette force. Sur les quelque 400 millions d'euros de budget nécessaire au financement de la force, seul le

quart (environ 100 millions) est disponible. Toutefois, la table-ronde des bailleurs de fonds tenue au siège de la Commission européenne à Bruxelles en février 2018 promet une mobilisation des fonds pour financer cette initiative combien salutaire.

Par ailleurs, le monde entier se passionne actuellement pour la sauvegarde d'espèces animales menacées, comme les koalas ou les pandas, on surveille leur alimentation et leurs amours. Tout cela est magnifique, gentil et touchant, mais nous n'en sommes pas là en ce qui concerne les hommes. Nous acceptons leur disparition, d'une manière ou d'une autre.

Enfin, nous laissons à chacun le soin de conclure en toute conscience sur ce que cette supposée guerre contre le terrorisme nous enseigne, sur nous, sur nos élites, sur notre intégrité intellectuelle et morale et sur notre souci de la justice et du bien-être des êtres humains, ici comme ailleurs.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALMEIDA SILVA, A. R. A Proliferação das Armas Nucleares. **Revista da Escola de Guerra Naval**, n. 10, 2007, p. 20-35.
- BETTS, R. K. **The Delusion of Impartial Intervention**. *Foreign Affairs*, v. 73, n. 6, 2004, p. 20-33.
- BILGIN, P. Critical Theory. In. WILLIAMS, P. D. **Security Studies: An Introduction**. Routledge: London, 2008, p. 89-102.
- BOOTH, K.; WHEELER, N. J. Uncertainty. In. WILLIAMS, P. D. **Security Studies: An Introduction**. Routledge: London, 2008, p. 133-150.
- BURROWS, M. J. **Global Risks 2035: The Search for a New Normal**. Atlantic Council, 2016.
- BUZAN, B. The English School and International Security. In. CAVELTY, M. D.; MAUER, V. **The Routledge Handbook of Security Studies**. Routledge: London, 2010, p.34-44.
- CORTINHAS, J. S. **Brazil and the Construction of Its Power to Defend the South Atlantic**. No Prelo, 2017.
- CORTINHAS, J. S.; GRANT, R.; SIMONE, C. V.; ALMEIDA, T. M. M. **New Configurations of International Order: values, principles, alliances and alignments**. Report. Disponível em: <<https://www.wiltonpark.org.uk/event/wp1436/>>.
- DALBY, S. Environmental Change. In. WILLIAMS, P. D. **Security Studies: An Introduction**. Routledge: London, 2008, p. 260-273.
- FORTNA, V. P. **Interstate Peacekeeping: Causal Mechanisms and Empirical Effects**. *World Politics*, v. 56, n. 4, 2004, p. 481-519.
- KACOWICZ, A. M.; MARES, D. R. Security Studies and Security in Latin America. In. MARES, D. R.; KACOWICZ, A. M. **Latin America in the new world security architecture**. In. **Routledge Handbook of Latin American Security**. Routledge: London, 2016, p. 11-30.
- KESSLER, O. Risk. In. BURGESS, J. P. **The Routledge Handbook of New Security Studies**. Routledge: London, 2010, p. 17-26.
- LISCHER, S. K. **Collateral Damage: Humanitarian Assistance as a Cause of Conflict**. *International Security*, v. 28, n. 1, 2003, p. 79-109.
- LODGAARD, S. **Nuclear Disarmament and Non-Proliferation: towards a nuclear-weapon-free world?** Routledge: London, 2011.

McDONALD, M. Constructivism. In. WILLIAMS, P. D. **Security Studies: An Introduction**. Routledge: London, 2008, p. 59-72.

NIC – NATIONAL INTELLIGENCE COUNCIL. **Global Trends 2030: Alternative Worlds**. NIC, 2012. London: Chatham House, 2016.

ROGERS, P. Terrorism. In. WILLIAMS, P. D. **Security Studies: An Introduction**. Routledge: London, 2008, p. 171-184.

ROUSSEAU, D. L.; WALKER, T. C. Liberalism. In. CAVELTY, M. D.; MAUER, V. **The Routledge Handbook of Security Studies**. Routledge: London, 2010, p.21-33.

SAINT-PIERRE, H. L. Grandes tendências da segurança internacional contemporânea. In. ALSINA JR., J. P.; JOBIM, N. A.; ETCHEGOYEN, S. W. **Segurança Internacional: perspectivas brasileiras**. FGV: São Paulo, 2010, p. 31-48.

WOHLFORTH, W. C. Realism and Security Studies. In. CAVELTY, M. D.; MAUER, V. **The Routledge Handbook of Security Studies**. Routledge: London, 2010, p.9-20.